



## ACCUSE DE RECEPTION EN DATE DU 31/03/2016

Votre annonce n°**16-46895** est maintenant prise en compte par la Direction de l'information légale et administrative.

Cette annonce n'est plus modifiable.

Les corrections ou annulation éventuelles devront faire l'objet d'un avis rectificatif ou d'annulation après la publication de l'avis au BOAMP.



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.  
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).  
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.  
> [Contact client](#)

### F1 - Formulaire Avis de marché

#### Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **93**  
Annonce No **16-46895**  
Services

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville d'Aubervilliers.  
Correspondant : eric DALED, direction des achats et de la commande publique 72, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers,  
tél. : 01-48-39-52-54, télécopieur : 01-48-39-51-85, courriel : [dacpmarches@mairie-aubervilliers.fr](mailto:dacpmarches@mairie-aubervilliers.fr) adresse internet : <http://www.aubervilliers.fr>.  
Adresse internet du profil d'acheteur : <http://www.maximilien.fr>.  
Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.  
*Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur* : Services généraux des administrations publiques.

*Objet du marché* : **prestation de garde d'enfants pour l'établissement d'accueil du jeune enfant du 15/15 bis avenue de la République.**  
*Catégorie de services* : 25.  
*CPV - Objet principal* : 85312110.  
*Lieu d'exécution* : 15/15 bis avenue de la République, 93300 Aubervilliers.  
*Code NUTS* : FR106.

L'avis implique un marché public.

#### *Caractéristiques principales :*

le marché objet de la présente consultation a pour objet les prestations de services de garde pour l'établissement d'accueil de jeunes enfants " Annicke KELEBE", situé au 15/15 bis avenue de la République à Aubervilliers (93300).  
Le service consiste dans un accueil collectif non permanent d'enfants de 2,5 mois à 3 ans révolus. Il s'agira principalement d'un accueil de type régulier à temps plein ou à temps partiel afin de tenir compte des besoins du personnel de la Ville d'Aubervilliers et de ses habitants.  
Le marché prendra effet à sa date de notification et expirera le 31 juillet 2020.  
Le titulaire disposera d'une période préparatoire qui débutera à la date de notification du marché et qui s'achèvera le 18 septembre 2016 au soir afin d'assurer l'ensemble des démarches et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'accueil des enfants inscrits, dans les conditions législatives et réglementaires applicables et conformément aux dispositions du présent marché.  
A compter du 19 septembre 2016 (date du premier accueil des enfants par le titulaire) et jusqu'à l'expiration du marché (31 juillet 2020), le titulaire exécutera l'ensemble des prestations objet du marché (hors prestations strictement et uniquement rattachables à la période préparatoire visée à l'alinéa précédent)  
*Refus des variantes.*  
La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : oui.

*Prestations divisées en lots* : non.  
*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : fonds publics de la ville d'Aubervilliers (ressources propres).  
Le mode de règlement est le mandat administratif suivi d'un virement bancaire conformément aux règles de la comptabilité publique.  
Les délais de paiement sont ceux fixés par le décret no 2013-269 du 29 mars 2013.  
*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché* : le marché sera attribué soit à un seul opérateur économique soit à un groupement d'opérateurs économiques. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.  
En application de l'article 51-vi du Code des marchés publics, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ainsi qu'en qualité de membres de plusieurs groupements.  
*L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières* : non.  
*Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature* : français.  
*Unité monétaire utilisée, l'euro.*

#### *Conditions de participation :*

*Critères de sélection des candidatures* : les candidatures seront appréciées au regard des pièces exigées par l'article 12.1 du règlement de consultation (Rc) dans les conditions fixées par l'article 14.1 du RC.

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de la prestation.

*Marché réservé* : non.

#### *Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :*

#### *Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :*

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics, concernant les interdictions de soumissionner.

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

**Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT1) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

**Autres renseignements demandés :**

- Autres renseignements demandés : document(S) relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat. pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

**Critères d'attribution :**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- coût global de l'offre : 35 %;
- qualité du projet pédagogique : 20 %;
- moyens humains affectés à la prestation de garde des enfants : 20 %;
- qualité des prestations de restauration : 10 %;
- performance économique de la fréquentation : 10 %;
- qualité de l'aménagement de la crèche : 5 %.

**Type de procédure :** procédure adaptée.

**Date limite de réception des offres :** 3 mai 2016, à 16 heures.

**Délai minimum de validité des offres :** 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**Autres renseignements :**

**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** DPE 01-16.

**Renseignements complémentaires :** l'offre devra comporter les éléments suivants (cf. Détails à l'article 12.2 du rc) :

- l'acte d'engagement et ses annexes dûment datés et signés par les représentants qualifiés de l'entreprise ayant vocation à être titulaire du marché;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (Ccap) et ses annexes avec ses propositions de modifications éventuelles ;
- l'attestation de visite (annexe 2 au rc);
- le mémoire financier ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (Cctp) et ses annexes avec ses propositions de modifications éventuelles ;
- le mémoire technique ;
- un RIB.

Les documents contractuels du marché à savoir, le CCAP, le CCTP et ses annexes, l'acte d'engagement et ses annexes ne pourront pas être modifiés par les candidats, à l'exception :

- Du montant de la pénalité forfaitaire et de la prime forfaitaire qui sont liées au taux de fréquentation de l'établissement ;
  - De l'adaptation strictement nécessaire à l'élaboration de l'offre finale du candidat préalablement acceptée par la Ville d'Aubervilliers.
- L'absence et/ou l'incomplétude d'une des pièces mentionnées ci-dessus pourra avoir pour effet de rendre l'offre irrégulière, en application de l'article 35.1.1° du Code des marchés publics.

Des négociations seront organisées selon les modalités définies à l'article 14.2 du RC.

**Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :**

Le Dossier de consultation des entreprises (D.C.E.), peut être obtenu, gratuitement, au choix des candidats, selon les modalités suivantes :

- \* Par voie électronique : les entreprises peuvent, de préférence et gratuitement, télécharger directement et complètement le dossier de consultation des entreprises sur le site : <https://www.maximilien.fr>
- \* Sous format papier :
  - par mail : [dacpmarches@mairie-aubervilliers.fr](mailto:dacpmarches@mairie-aubervilliers.fr)
  - par voie postale : M. le maire d'Aubervilliers - direction des Achats et de la Commande Publique - 72 rue Henri Barbusse - 93308 AUBERVILLIERS Cedex ;
  - sur place à la même adresse du lundi au vendredi, de 8h30 à 17 heures ;
  - par télécopie au 01 48 39 51 85.

**Conditions de remise des offres ou des candidatures :**

les offres seront présentées, au choix du candidat :

- soit par voie électronique,
- soit sous pli cacheté.

L'Offre ne peut être déposée deux fois. Toute réponse cumulée sous forme papier et dématérialisée sera considérée comme irrecevable.

Néanmoins, conformément à l'article 56 du nouveau code des marchés publics, une copie de sauvegarde peut-être remise en cas d'offre

déposée sous forme dématérialisée. Cette sauvegarde doit être produite selon les modalités prévues par l'arrêté du 28 août 2006 pris en Application du I de l'article 48 et de l'article 56 du code des marchés publics et relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, et notamment porter la mention suivante "Copie de sauvegarde".  
Les modalités de remise des offres sous forme électronique sont mentionnées à l'article 13 du règlement de consultation. Tous les documents nécessitant une signature manuscrite en format papier doivent être signés électroniquement.

*Date d'envoi du présent avis à la publication* : 31 mars 2016.

*Adresse à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés* : Direction des Achats et de la Commande Publique.

*Correspondant* : Mme la Maire, 72, rue Henri Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex, adresse internet : <http://www.maximilien.fr>.

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus* : Direction de la Petite Enfance.

*Correspondant* : anne RAYNAL, 7 bis, rue Achille Domart, 93308 Aubervilliers Cedex, , tél. : 01-48-39-53-09, , télécopieur : 01-48-39-51-85, , courriel : dacmarches@mairie-aubervilliers.fr, adresse internet : <http://www.maximilien.fr>.

*Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus* : Direction des Achats et de la Commande Publique.

*Correspondant* : jasmine GUL, 72, rue Henri Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex, , tél. : 01-48-39-52-40, , télécopieur : 01-48-39-51-85, , courriel : dacmarches@mairie-aubervilliers.fr, adresse internet : <http://www.maximilien.fr>.

*Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus* : Direction des Achats et de la Commande Publique.


*Correspondant* : 72, rue Henri Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex, , tél. : 01-48-39-52-51, , télécopieur : 01-48-39-51-85, , courriel : dacmarches@mairie-aubervilliers.fr, adresse internet : <http://www.maximilien.fr>.

*Instance chargée des procédures de recours* : Tribunal Administratif de Montreuil 7, rue Catherine Puig 93100 Montreuil, tél. : 01-49-20-20-00, courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr, télécopieur : 01-49-20-20-98.

*Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours* : toutes les difficultés, litiges ou contestations qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du marché seront de la compétence exclusive du tribunal administratif de Montreuil (France) si les parties n'ont pu trouver un règlement amiable.

Toute décision individuelle défavorable dans le cadre du marché objet de la présente consultation pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montreuil (France) dans un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification.  
Référé précontractuel : Recours possible jusqu'à la signature du marché.

---

Critères sociaux ou environnementaux : Sociaux 

**Éléments de facturation :**

*Votre référence de commande au BOAMP* : 16101#0003

*Libellé de la facture* : Ville d'Aubervilliers \* 2, rue de la commune de Paris 93308 Aubervilliers Cedex

*Siret* : 21930001900011

*Classe de profil* : Commune

**Délai de mise en ligne :**

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 3 mai 2016.

---

**Classification des produits :**

- Services d'administration publique
- Education
- Services de santé et d'action sociale



ACCR3140235

> Informations légales